CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
18 -12- 2003
Transmis à M
Overgemaakt aan de coördinatie

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 36.106/1

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement, le 17 novembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant les articles 53 à 58 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage", a donné le 4 décembre 2003 l'avis suivant:

En application de l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation s'est limitée à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites.

*
* *

PORTÉE DU PROJET

Le projet soumis pour avis entend apporter un certain nombre de modifications au régime de la prime de transition professionnelle, prévu aux articles 53 à 58 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 mai 1994. La prime de transition professionnelle, est actuellement octroyée aux entreprises privées et aux a.s.b.l. qui engagent des demandeurs d'emploi difficiles à placer auxquels est accordé le bénéfice d'une formation professionnelle ou qui sont soumis à un système associant le travail et la formation.

Les modifications apportées par le projet consistent notamment en une adaptation à la réglementation européenne concernant les aides de l'État en matière d'emploi. Ainsi, la notion d'"entreprise privée" est remplacée par la notion de "petite et moyenne entreprise" et la notion de "travailleur défavorisé" remplace la notion de "demandeur d'emploi difficile à placer".

En outre, le projet règle la récupération des primes indûment payées.

COMPÉTENCE

Le régime de la prime de transition professionnelle vise essentiellement à promouvoir la formation professionnelle, et notamment la reconversion. C'est ce qui ressort des conditions qui sont posées pour bénéficier de cette prime et de la justification

du présent projet reproduite dans les considérants du préambule. Dans un cas précis, l'octroi de la prime est soumis à la condition de pouvoir démontrer une croissance nette de l'emploi.

Les travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles mentionnent expressément l'intervention dans le salaire des "travailleurs" difficiles à placer comme étant une matière relevant du placement des travailleurs, qui est de la compétence des régions. À cet égard, il est fait expressément référence aux "matières visées aux articles 53 à 81*bis* de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 concernant l'emploi et le chômage". (1)

Par un arrêté du 19 mai 1994, la Région de Bruxelles-Capitale a remplacé le régime prévu aux articles 53 à 58 de l'arrêté précité, qui pouvait être considéré comme un simple régime d'intervention dans la rémunération de chômeurs difficiles à placer - indépendamment de l'importance de l'entreprise qui embauche - par un régime de prime de transition professionnelle limité aux a.s.b.l. et aux entreprises privées d'une certaine dimension, la condition principale d'octroi étant l'organisation d'une formation professionnelle en entreprise approuvée par l'Office régional bruxellois de l'Emploi (ORBEM) ou l'application au travailleur d'un système associant le travail et la formation. Le présent projet poursuit sur la lancée de ces choix fondamentaux, notamment en adoptant un régime de "filières de formation" en alternance.

Dès lors, le régime de la prime de transition professionnelle, tel que la Région de Bruxelles-Capitale l'a instauré par l'arrêté du 19 mai 1994 et modifié par le présent projet, excède le placement de chômeurs dans le cadre du placement des travailleurs, qui est de la compétence de la région, et empiète sur le domaine de la formation professionnelle, qui relève de la compétence des communautés en vertu de l'article 4, 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 (2). Cette disposition ne prévoit qu'une

---

(1) Doc. parl., Sénat, 1979-1980, n° 434/1, 33.

(2) La région pourrait éventuellement assortir le régime de placement des chômeurs, dans le cadre du placement des travailleurs, d'une condition de formation professionnelle à titre de garantie d'efficacité. Elle ne pourrait toutefois le faire qu'en s'abstenant de définir le contenu de cette formation, celui-ci relevant de la compétence des communautés. Si la région souhaite encore aller plus loin et envisage la réciprocité sur le plan des compétences, il est recommandé de conclure un accord de coopération avec les communautés.

.../...

seule exception à la compétence de principe des communautés, à savoir "les règles relatives à l'intervention dans les dépenses inhérentes à la sélection, la formation professionnelle et la réinstallation du personnel recruté par un employeur en vue de la création d'une entreprise, de l'extension ou de la reconversion de son entreprise" qui relèvent de la compétence des régions. La présente réglementation ne peut toutefois s'inscrire dans la compétence régionale précitée.

Dès lors, la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas compétente dans la mesure où il faut qualifier le régime en projet de formation professionnelle.

FONDEMENT JURIDIQUE

Dans le préambule du projet, les auteurs font référence à l'article 4, 1° et 3°, de l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Office régional bruxellois de l'Emploi, qui s'énonce comme suit :

> "L'Office est chargé de mettre en oeuvre la politique régionale de l'emploi et d'assurer le bon fonctionnement du marché de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale. Il prend à cet effet toutes les initiatives utiles, en ce compris :
>
> 1. la promotion et l'organisation du recrutement et du placement des travailleurs;
>
> (...)
>
> 3. l'intervention dans la rémunération des chômeurs involontaires d'âge avancé, handicapés ou considérés comme difficiles à placer pour d'autres motifs, qui sont recrutés à son intervention;
>
> (...).
>
> Dans le cadre des compétences de la Région en matière d'emploi et en vue de répondre à des besoins nouveaux, le Gouvernement est habilité à confier toute autre mission à l'Office".

Parmi les dispositions mentionnées dans le préambule, seul le 3°, qui fait mention de chômeurs difficiles à placer, semble entrer en ligne de compte. Il est à noter toutefois que l'article 4 de l'ordonnance ne délègue pas expressément au gouvernement le pouvoir de fixer les modalités selon lesquelles l'ORBEM doit remplir ses missions. C'est pourquoi il y aurait lieu de compléter l'article 4 de l'ordonnance par une délégation expresse au gouvernement en la matière avant que le régime en projet puisse être adopté.

La chambre était composée de

Messieurs	M. VAN DAMME,	président de chambre,
	J. BAERT, J. SMETS,	conseillers d'État,
	A. SPRUYT, M. RIGAUX,	assesseurs de la section de l'égislation,
Madame	A. BECKERS,	greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. BAERT. Le rapport a été présenté par M. W. VAN VAERENBERGH, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRESIDENT,

A. BECKERS M. VAN DAMME

§ coördinatie

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.106/1

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 17 november 2003 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting, verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering "tot wijziging van de artikelen 53 tot 58 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende de arbeidsvoorziening en werkloosheid", heeft op 4 december 2003 het volgende advies gegeven:

Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

*
* *

STREKKING VAN HET ONTWERP

Het om advies voorgelegde ontwerp beoogt een aantal wijzigingen aan te brengen in de regeling van de beroepsoverstappremie, vervat in de artikelen 53 tot 58 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, ingevoerd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 mei 1994. De beroepsoverstappremie wordt thans toegekend aan privé-ondernemingen en vzw's die moeilijk te plaatsen werkzoekenden aanwerven waaraan het voordeel van een beroepsopleiding wordt toegekend of die onderworpen zijn aan een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding.

De wijzigingen die met het ontwerp worden aangebracht hebben inzonderheid betrekking op een aanpassing aan de Europese regelgeving op het vlak van staatssteun inzake werkgelegenheid. Zo wordt de notie "privé-onderneming" vervangen door de notie "kleine en middelgrote onderneming" en vervangt de notie "kansarme werknemer" de notie "moeilijk te plaatsen werknemer".

Daarnaast wordt onder meer een regeling inzake terugvordering van ten onrechte betaalde premies ingevoerd.

BEVOEGDHEID

De regeling van de beroepsoverstappremie is er in essentie op gericht de beroepsopleiding, en meer bepaald de omscholing, te bevorderen. Dat blijkt uit de voorwaarden die worden gesteld voor het verkrijgen van bedoelde premie, en uit de

grond van artikel 4, 16°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 [2]. Die bepaling voorziet slechts in één uitzondering op de principiële bevoegdheid van de gemeenschappen, met name "de regeling van de tegemoetkoming in de uitgaven inherent aan de selectie, de beroepsopleiding en de nieuwe installatie van het personeel door een werkgever in dienst genomen met het oog op de oprichting van een onderneming, de uitbreiding of de overschakeling van zijn onderneming", waarvoor de gewesten bevoegd zijn. De voorliggende regeling kan echter niet in de voormelde gewestbevoegdheid worden ingepast.

Voor zover de ontworpen regeling als beroepsopleiding dient te worden gekwalificeerd, is het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest derhalve niet bevoegd.

RECHTSGROND

De stellers verwijzen in de aanhef van het ontwerp naar artikel 4, 1° en 3°, van de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, bepalingen die luiden:

> "De dienst wordt gelast het gewestelijk werkgelegenheidsbeleid uit te voeren en te zorgen voor de goede werking van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hij neemt daartoe alle nuttige initiatieven, met inbegrip van:
>
> 1. de bevordering en de organisatie van de aanwerving en de plaatsing van de werknemer;
>
> (...)
>
> 3. de tegemoetkoming in het loon van de onvrijwillige werklozen van gevorderde leeftijd, minder-validen of die om andere redenen als moeilijk te plaatsen worden beschouwd en die door zijn toedoen worden aangeworven;
>
> (...).

---

(2) Het gewest zou aan het regelen van de plaatsing van werklozen in het kader van de arbeidsbemiddeling eventueel een voorwaarde van beroepsopleiding kunnen koppelen, als garantie voor de doelmatigheid. Dat zou echter enkel kunnen indien die opleiding inhoudelijk niet wordt geregeld aangezien dat zaak van de gemeenschappen is. Indien het gewest nog verder zou willen gaan en een wisselwerking op het vlak van de bevoegdheden beogen, is het sluiten van een samenwerkingsovereenkomst met de gemeenschappen het aangewezen instrument.

.../...

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. VAN DAMME,	kamervoorzitter,
	J. BAERT, J. SMETS,	staatsraden,
	A. SPRUYT, M. RIGAUX,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A. BECKERS,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN VAERENBERGH, eerste auditeur.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A. BECKERS M. VAN DAMME